

programme élaboré tendant à promouvoir les intérêts du pays. Jamais encore dans l'histoire de notre Confédération, une politique plus explicite n'a été énoncée au début d'une session du Parlement. Que contient, en effet, le discours du trône? Que nous annonce-t-il?

Après avoir exposé la situation prospère du pays. l'augmentation de notre production et l'expansion de notre commerce, il nous annonce ce que nous attendions depuis longtemps: la réduction des impôts. Le peuple canadien recevra cette nouvelle avec joie. Par la publication périodique d'un état de compte exposant d'une manière simple et claire la source de nos revenus et leur emploi, le contribuable pourra se renseigner sur l'administration, et sa confiance en l'avenir grandira avec l'intérêt qu'il portera à l'état de nos affaires publiques et avec chaque réduction d'impôts que le gouvernement pourra effectuer de temps à autre.

La politique que le gouvernement énonce au sujet de l'immigration est de nature à nous réjouir encore plus. Les avantages plus nombreux que le Canada va offrir aux immigrants ne peuvent que stimuler les efforts de nos agents et induire les agriculteurs des pays étrangers à venir exploiter les richesses incomparables de notre sol. Ce sont des agriculteurs qu'il nous faut. Nous avons de la place pour des millions de cultivateurs qu'une terre généreuse attend et dont elle récompensera largement les labeurs. Dans l'Alberta, nous avons plus de cent millions d'acres de terre arable. Sur ce nombre, onze millions d'acres seulement sont cultivés. Est-il concevable que des êtres humains, des hommes de race blanche travaillent avec peine sur certaines parties du globe sans pouvoir récolter tout ce qu'il faut pour apaiser la faim de leurs familles quand ici, au Canada, la terre, grande nourricière, n'attend que l'effort de leurs bras pour leur donner l'abondance et même la richesse? Nous avons entendu dire souvent, même par des fermiers: "Nous avons assez d'agriculteurs. Ce qu'il nous faut maintenant ce sont des industries qui constitueront un marché domestique pour les produits agricoles". Ceux qui parlent ainsi sont des égoïstes qui se soucient peu de l'avenir du pays. Ce qu'il nous faut à tout prix, ce sont des producteurs de la glèbe, des cultivateurs qui constitueront un marché domestique pour l'écoulement des produits fabriqués. Plus ce marché sera établi solidement, plus nos industries seront prospères. C'est au pays même qu'elles doivent trouver leur point d'appui avant de songer à l'exportation du surplus de leurs produits, et ce point d'appui, ce sont les consommateurs qui cultivent la terre ou qui travaillent au développement de nos autres ressources natu-

relles. Je dis donc avec la conviction la plus profonde que si nous voulons devenir une nation prospère il faut d'abord encourager l'immigration et l'établissement de colons agriculteurs.

Nous avons déploré, depuis quelques années, l'exode d'un grand nombre des nôtres qui se sont dirigés vers la république voisine. Ce mouvement était tout naturel. Les perturbations et le mouvement économique d'un grand pays agissent comme un mouvement de flux et de reflux sur la population plus faible d'un pays voisin. La guerre devait nécessairement être suivie de cette succion, si je puis m'exprimer ainsi, de la part d'un grand état, possédant l'attrait de la plus considérable partie des capitaux du monde, sur le peuple de notre pays, le seul que l'on n'avait pas protégé contre ce formidable aimant. Mais nous avons, nous aussi, un aimant qui devra nécessairement contribuer au rapatriement de nos Canadiens. C'est la fertilité de notre sol. Cela cependant ne suffit pas. Il faut encore faire les plus grands sacrifices pour ramener nos Canadiens de là-bas. S'il faut dépenser deux fois plus pour ramener un Canadien au pays que pour y amener un immigrant d'un pays étranger, faisons-le sans hésitation. Nous y gagnerons encore, car nous serons sûrs de ne plus avoir à dépenser pour canadianiser le Canadien rapatrié comme nous aurions à le faire dans le cas des immigrants étrangers. Il faut aussi faire des sacrifices pour développer autant que possible notre industrie basique—l'industrie agricole. Si celle-ci est prospère les autres le deviendront bientôt. Il faut que le colon, l'agriculteur se sentent heureux au Canada. Le meilleur agent de colonisation que puisse posséder notre pays est le colon qui écrit à ses parents et à ses amis: "Je suis établi au Canada et j'y vis content." Or, le gouvernement annonce qu'il présentera au Parlement des mesures nombreuses pour améliorer le sort de nos cultivateurs. Toutes ces mesures devraient recevoir notre cordial appui.

L'une d'entre elles autorisera l'établissement des crédits agricoles. Ce sujet a été discuté au Sénat durant les sessions précédentes et je suis certain que nous y apporterons une étude minutieuse et bienveillante. C'est aussi pour aider la classe agricole que sera établie une commission consultative qui étudiera les moyens de reviser le tarif douanier dans le but d'alléger le fardeau des droits imposés sur les instruments nécessaires à la production. Nos cultivateurs profiteront aussi des nouveaux marchés ouverts à leurs produits par des traités de commerce avec d'autres dominions britanniques.

L'honorable M. LESSARD.